

# LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 16 AVRIL 2018

## SOMMAIRE

- 1) Sans peur et sans preuve !
- 2) Le roi de France est là...
- 3) « putain » à 18 ans
- 4) Encore des violences
- 5) Tous ensemble
- 6) Pas le « fou » du Palais de Chaillot...



Diez Gérard La Presse en Revue

**I) Syrie : Mélenchon dénonce des frappes menées «sans preuve» ni mandat de l'ONU**



## Le chef de file de la France Insoumise, comme une partie de la droite et de l'extrême-droite a vivement critiqué samedi les frappes menées contre le régime syrien par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne sans passer par les Nations unies.

Les frappes menées dans la nuit de vendredi à samedi par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France contre la Syrie divisent à cette heure la classe politique française. À l'instar de l'ancien leader du NPA, Olivier Besancenot, Jean-Luc Mélenchon, chef de file de La France Insoumise, a à ce propos dénoncé samedi matin les frappes menées contre la Syrie «*sans preuve*» d'attaque chimique ni mandat de l'ONU par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne.

«*Les frappes contre la Syrie se font sans preuve, sans mandat de l'ONU et contre elle, sans accord européen et sans vote du Parlement français*», a vivement critiqué sur Twitter le député des Bouches-du-Rhône. «*C'est une aventure de revanche nord-américaine, une escalade irresponsable*», a-t-il dénoncé, jugeant que «*la France mérite mieux que ce rôle*». «*Elle doit être la force de l'ordre international et de la paix*», a estimé Jean-Luc Mélenchon.

1/2 Les frappes contre la [#Syrie](#) se font sans preuve, sans mandat de l'ONU et contre elle, sans accord européen et sans vote du Parlement français. Et cela sans aucune perspective politique en Syrie.

— Jean-Luc Mélenchon (@JLMelenchon) [14 avril 2018](#)

[#Syrie](#) Là bas, les frappes ne règlent rien, si ce n'est quelques factures impérialistes. Elles aggravent la situation. Ici, la guerre occupe les écrans et les esprits, comme un rideau de fumée qui voudrait étouffer la situation sociale.

— Olivier Besancenot (@olbesancenot) [14 avril 2018](#)

Washington, Paris et Londres [ont mené dans la nuit de vendredi à samedi des frappes contre des capacités syriennes](#) de production d'armes chimiques, une semaine après une attaque chimique attribuée au régime qui a fait selon des secouristes des dizaines de morts le 7 avril dans la ville alors rebelle de Douma, dans la Ghouta orientale. Une intervention qui ne passe pas chez les Républicains, dont plusieurs représentants à l'image de la députée Valérie Boyer, secrétaire nationale du parti de droite, ont dénoncé «*cette escalade de la violence*».

[#Syrie](#) : Alors que la [#France](#) a totalement été absente dans la lutte contre le terrorisme, Emmanuel [#Macron](#) entre ds cette escalade de la violence malgré les mises en garde de l'ONU. Nous nous soumettons ainsi à la politique américaine contre la [#Russie](#)... pour quels résultats ?

— Valérie Boyer (@valerieboyer13) [14 avril 2018](#)

Aux confluits extrêmes de la droite, Florian Philippot, chef de file de la formation d'extrême-droite les Patriotes a pour sa part condamné des frappes «*irresponsables*». «*Voir la France réduite au rôle de supplétif des faucons contre la paix du monde et ses propres intérêts est toujours une souffrance*», a tweeté l' élu européen.

Voir la France réduite au rôle de supplétif des faucons contre la paix du monde et ses propres intérêts est toujours une souffrance. Frappes irresponsables en [#Syrie](#)

— Florian Philippot (@f\_philippot) [14 avril 2018](#)

Il est rejoint par Nicolas Dupond-Aignan pour qui «*Emmanuel Macron et Donald Trump jouent aux apprentis sorciers*» et la présidente du Front National Marine Le Pen. «*Ces frappes contre la Syrie nous engagent dans une voie aux conséquences imprévisibles et potentiellement dramatiques*, a elle tweeté la députée d'extrême-droite, [fidèle à sa position pro-régime syrien](#). *La France perd à nouveau une occasion d'apparaître sur la scène internationale comme une puissance indépendante et d'équilibre dans le monde.*»

### Soutien chez Agir et LREM

La participation des forces françaises à ces frappes a néanmoins des partisans dans les rangs de la droite. «*Nous sommes aux côtés des forces armées françaises*», a ainsi réagi le député Franck Riester, président d'Agir, qui soutient par ailleurs ces «*actions ciblées contre les installations et capacités d'armes chimiques du régime de Bachar El Assad*».

.@agir\_officielsoutient la décision de [@EmmanuelMacron](#) de mener des actions ciblées contre les installations et capacités d'armes chimiques du régime de Bachar El Assad en [#Syrie](#) . Nous sommes aux côtés des forces armées françaises.

— Franck Riester (@franckriester)

Plus mesuré, mais convaincu par l'utilité de frappes qui s'imposaient, le premier secrétaire du PS, Olivier Faure [a estimé sur Facebook](#) qu'«*afin d'éviter toute escalade, les ripostes doivent être ciblées sur les lieux ayant un lien avec la production de ces armes et l'arsenal chimique du régime syrien*». «*Il est urgent que s'ouvrent de nouvelles discussions dans le cadre des Nations Unies. Il n'est pas de solution à terme sans que soient posées les conditions d'une transition négociée*», a néanmoins affirmé le nouveau patron des socialistes.

Dans la nuance, Benoît Hamon, le leader de Génération.s aurait préféré «*un mandat de l'ONU*» pour ne pas «*laisser Assad impuni après l'usage d'armes chimiques contre des civils*». «*Que ceux qui s'offusquent du bombardement d'une usine, sortent aussi du silence quand Poutine et Assad anéantissent les civils de la Goutha et d'Alep*», a-t-il tweeté.

Laisser Assad impuni après l'usage d'armes chimiques contre des civils est impossible. Mais il faut un mandat de l'ONU. Que ceux qui s'offusquent du bombardement d'une usine, sortent aussi du silence quand Poutine et Assad anéantissent les civils de la Goutha et d'Alep.

— Benoît Hamon (@benoithamon) [14 avril 2018](#)

Le sénateur LREM François Patriat, ex du Parti socialiste a lui souligné sur Twitter la nécessité de «*cette opération militaire menée cette nuit conjointement avec les États-Unis et le Royaume-Uni contre les installations chimiques du régime syrien nécessaire, proportionnée et légitime au*

au regard du chapitre VII de la Charte des Nations Unies». «*Réponse juste de la France et de ses alliés à l'utilisation d'armes chimiques par le régime syrien. Saluons l'engagement et le professionnalisme de nos forces armées*», a enfin déclaré Xavier Bertrand, le président de la région Hauts-de-France.

[LIBERATION avec AFP](#)



## II) Emmanuel Macron et les rois de France

Emmanuel Macron s'est offert la semaine dernière une visite nocturne de la basilique des rois de France, à Saint-Denis. Et ne veut pas oublier ces lieux d'histoire dans la construction du Grand Paris.



Emmanuel Macron à l'Hôtel de Ville de Paris, lors de son investiture en mai 2017. (Reuters)

Après avoir assisté au concert des demoiselles des maisons d'éducation de la Légion d'honneur, jeudi 5 avril à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), [Emmanuel Macron](#) s'est offert une petite visite nocturne de la basilique des rois de France, située juste à côté. "Pourquoi?", lui a demandé un proche. "Il faut penser à inclure les lieux symboliques dans la construction du Grand Paris", a répondu le Président, qui s'est attardé devant les sépultures des rois Dagobert, premier monarque à y être enterré, François Ier et Henri II.

### Macron a théorisé le "vide" laissé par la figure du Roi

Emmanuel Macron aime inscrire ses pas dans la grande Histoire des Rois de France, au point que ses détracteurs voient en lui des dérives monarchiques. Le chef de l'Etat s'est notamment servi par trois fois en un an du château de Versailles, pour recevoir Vladimir Poutine, s'exprimer devant le Congrès ou y organiser le sommet "Choose France" en présence des patrons des multinationales. Outre le domaine du Roi-Soleil, il compte également sur celui de François 1er pour promouvoir sa diplomatie : le château de Chambord (Loir-et-Cher), où Emmanuel Macron y avait fêté ses 40 ans, doit être un outil du rayonnement de la France aux yeux du chef de

l'Etat.

La figure du Roi dans la République française avait même été théorisée par Emmanuel Macron, dès 2015 dans un entretien philosophique à *Le 1 Hebdo*. "Il y a dans le processus démocratique et dans son fonctionnement un absent. Dans la politique française, cet absent est la figure du Roi, dont je pense fondamentalement que le peuple français n'a pas voulu la mort", appuyait celui qui était alors ministre de l'Economie. "La normalisation de la figure présidentielle a réinstallé un siège vide au cœur de la vie politique. Pourtant, ce qu'on attend du président de la République, c'est qu'il occupe cette fonction." Ce qu'Emmanuel Macron s'attache à accomplir depuis un an.



### III) "J'avais plus de 18 ans et je voulais être autonome": comment la prostitution étudiante se développe sur internet



Marine Vachth dans le film "Jeune et jolie" (Copyright Weltkino Filmverleih GmbH via Allocine)

Par [Service Actu](#)

**Un.e étudiant.e sur 25 se prostituerait, principalement sur Internet. Voilà deux ans déjà que la loi du 13 avril 2016 qui pénalise les clients est entrée en vigueur. Si près de 2000 personnes ont déjà été verbalisées, la mesure s'avère plus difficile à appliquer sur les plateformes numériques.**

"J'avais plus de 18 ans et je voulais être autonome." Ellenn\*, 23 ans, est en master de droit à Lyon, et se prostitue depuis près d'un an.

LAPRESSEENREVUE.EU

Comme [plus de six personnes sur dix](#) en situation de prostitution, l'étudiante vend ses services en ligne : "Je me suis lancée en postant une annonce sur VivaStreet." Une manière pour elle de "choisir ses clients" qui espèrent échapper à la verbalisation prévue par la loi du 13 avril 2016.

<https://youtu.be/CD9gCtmyY0A>

L'association l'Amicale du Nid, qui considère la prostitution comme une violence et une atteinte à la dignité des personnes, a mené [une étude en 2014](#) sur le campus de Montpellier. Quelques 1800 personnes ont répondu à ce questionnaire. Il en ressort que près d'un étudiant sur six envisagerait le recours à la prostitution en cas de situation très précaire. Pour Ellenn, le passage à l'acte s'est révélé pénible : "Les préliminaires se sont globalement bien passés. Mais pendant le rapport, au bout de quelques minutes, j'ai commencé à paniquer et à me rendre compte de ce que je faisais." Selon Sébastien Renaud de l'Amicale du Nid, l'association de trois facteurs récurrents amènent à la prostitution chez la population étudiante : "une histoire familiale, personnelle, une précarité économique ou sociale, et une rencontre avec un milieu et une personne particuliers".

**"Je dépose mon cash à la banque toutes les semaines"**

Le travail du sexe n'est pas un métier qui s'improvise. Et les débuts peuvent s'avérer difficiles. "L'été dernier, un client a fait mine d'aller prendre sa douche après la passe, et s'est barré sans payer", se souvient Ellenn. "Je me sentais hyper mal." La relation n'est pas forcément équilibrée, impliquant parfois [des rapports de domination](#) avec une clientèle plus âgée.

L'étudiante fixe volontairement des tarifs élevés "pour avoir des hommes d'une certaine tenue et avec un bon pouvoir d'achat". Car l'échange peut aussi permettre "un transfert de capital culturel et social", comme le suggère la sociologue Éva Clouet, auteure du livre [La Prostitution étudiante à l'heure des nouvelles technologies](#). Elle parle d'une "valorisation par l'argent" pour des jeunes qui entrent tout juste dans l'âge adulte.

Se prostituer nécessite aussi d'apprendre à gérer ses revenus, qui peuvent être très élevés : 200 euros pour une heure et demie et 500 euros pour une nuit complète pour Ellenn. "J'ai ouvert un coffre à la banque dans lequel je dépose mon cash toutes les semaines", témoigne-t-elle.

L'étudiante lyonnaise a été caissière pendant un an dans une pharmacie de garde. Mais elle a dû démissionner "parce qu[elle] ne supportait plus les horaires lourds et la pression". Gagner des montants plus importants au travers de la prostitution peut sembler plus facile : "Quand j'ai commencé, je voulais juste régler mes problèmes financiers", confie la jeune femme. "Une fois ce cap passé, j'ai continué pour avoir un train de vie plus confortable et mettre de l'argent de côté."

**"Je fais tous les mois des tests de dépistage"**

Mais la solitude qu'implique la double vie peut aussi être pesante. "Depuis six mois, je vois une psy qui m'apporte l'oreille attentive que j'aimerais trouver ailleurs." Ellenn se confie à

une spécialiste car elle sait [qu'elle ne peut pas en parler à ses proches](#). "J'ai mis au courant ma meilleure amie, il y a quelques mois", regrette-t-elle. "Depuis, notre amitié est complètement brisée." Une forme de jugement patriarcal que dénonce Marla, ancienne étudiante de Sciences-Po Grenoble devenue travailleuse du sexe militante : "Le boulot en lui-même ne me pose pas de problème, mais la stigmatisation, oui."

<https://youtu.be/te5p6L6VDfg>

Les conséquences sur la santé sont également à prendre en considération. "Je fais tous les mois des tests de dépistages gratuits dans les hôpitaux", relate l'étudiante en droit, qui a été victime de la pratique du "stealththing" : "Je suis tombée sur plusieurs mecs qui commençaient le rapport avec une capote et qui la retireraient dès que j'étais en position de ne pas pouvoir faire grand-chose, sans me demander si j'étais d'accord."

Pour son avenir, Ellenn se voit avocate ou juriste en entreprise. "J'espère tomber un jour assez amoureuse pour avoir la force d'arrêter mon activité. Je pense qu'actuellement, ce serait un des seuls moyens. J'ai seulement peur de ne pas trouver la force de le faire."

Le témoignage d'Ellenn constitue la trame principale [du webdocumentaire](#) "Jolie étudiante". Ce récit multimédia s'enrichit des points de vue d'acteurs associatifs et de professionnels de la santé. Il donne également la parole à cinq autres personnes en situation de prostitution. Pour raconter la prostitution étudiante par ceux qui la vivent.

\* Son prénom a été modifié

[Lien vers le webdocumentaire "Jolie étudiante"](#).

Article rédigé par : les étudiants du master 2 de l'École de journalisme de Grenoble.

Benjamin Arnaud, Aurélie Berland, Flore Danvide-Visso, Adeline Divoux, Florian Espalieu, Thibaut Faussabry, Matilde Gazave, Arnaud Gruet, Juliette Hay, Nicolas Joly, Anja Maiwald, Séverine Mermilliod, Juliette Mitoyen et Suzon Tisseau.

**inrockuptibles**

### IV) Manifestation de soutien aux zadistes à Nantes : des milliers de personnes et des violences

par [SudOuest.fr](#) avec AFP.

**Des heurts ont éclaté lors de la manifestation de soutien aux zadistes de Notre-Dame-des-Landes, qui a attiré**

## plus de monde que prévu

Entre **6 000 et 10 000 personnes** ont à manifesté samedi en fin d'après-midi à Nantes en soutien aux [occupants illégaux de la ZAD](#) de Notre-Dame-des-Landes, visée depuis six jours par une [opération massive d'expulsion de la gendarmerie](#).

"Ils ont voulu nous enterrer, ils ne savaient pas que nous étions des graines" ou : "Libérez nos fossés, expulsez les blindés", proclamaient des pancartes et des banderoles.



Crédit photo : DAMIEN MEYER AFP

Après un début calme, les CRS ont répondu à un jet de pierre sur leurs camions, par un premier tir de gaz lacrymogènes. Paniqués, les manifestants se sont mis à courir dans tous les sens.



Crédit photo : DAMIEN MEYER AFP



Crédit photo : DAMIEN MEYER AFP



Crédit photo : DAMIEN MEYER AFP

Le ministre de l'Intérieur **Gérard Collomb** a **dénoncé "fermement les violences commises à Nantes cet après-midi"**. "Leurs auteurs n'ont pour

objectifs qu'entraver le dialogue en cours avec l'Etat et provoquer nos forces de l'ordre. L'avenir de Notre-Dame-des-Landes se construira dans l'apaisement. Pas dans la violence", a-t-il tweeté.



Crédit photo : DAMIEN MEYER AFP

Les organisateurs espéraient réunir 4 000 personnes à cette manifestation encadrée par un millier de policiers. Ils étaient finalement 10 000, selon leur estimation. 6 700, au moment le plus fort de la manifestation, selon la préfecture.



Crédit photo : DAMIEN MEYER AFP

Selon les zadistes, les forces de l'ordre ont bloqué leur cortège au début du parcours pour l'empêcher de faire jonction avec un cortège syndical et étudiant. "**Mobilisation policière hallucinante**, barrières anti-émeutes, nuage épais et constant de gaz lacrymogènes et mise en action des canons à eau", ont-ils observé dans un communiqué.



Crédit photo : DAMIEN MEYER AFP



Crédit photo : DAMIEN MEYER AFP

Jennifer 35 ans, maraîchère, était venue pour dénoncer les "moyens disproportionnés" et l'intervention "très violente" des forces de l'ordre

cette semaine. "On habite à 10 km de la Zad et on entend les grenades assourdissantes de chez nous", a-t-elle raconté. Elle a déploré le délai trop court entre la décision d'abandon du projet et les opérations de démolition : "S'il y avait plus de temps avant l'intervention, certainement que des personnes seraient parties d'elles-mêmes".

D'autres manifestants, Evelyne, 69 ans, Simone, 65 ans et Claude 77 ans étaient en week-end à Guérande, mais ils ont poussé jusqu'à Nantes, pour protester "contre le bétonnage, l'agriculture intensive et pour la protection de la nature" et "en soutien de la liberté". "**J'aime bien l'idée d'une autre manière de vivre**", a expliqué Evelyne.



Crédit photo : DAMIEN MEYER AFP



Crédit photo : DAMIEN MEYER AFP



## V) Les luttes à l'heure de la présidence Macron



**On appelle souvent le mouvement social qui s'installe actuellement en France à accentuer sur son caractère transcategoriel. Mais pour quoi faire**

## exactement ? Sûrement pour l'opposer de façon radicale à l'agrégat post-politique des simples acceptations de demandes des plus riches par Emmanuel Macron...

La philosophe Chantal Mouffe est revenue, cette semaine, sur la stratégie de Jeremy Corbyn et de *Momentum*, le mouvement d'activistes qui, à l'intérieur du Parti Travailleur, a notamment regagné les classes populaires et les plus jeunes à la cause d'une rupture avec le consensus au centre et la compromission avec le néolibéralisme qui avaient marqué les années Tony Blair. [Dans une tribune publiée dans \*Le Monde\*](#), Chantal Mouffe qualifie cette stratégie de « *populiste de gauche* ». Cette qualification a pour elle d'être parfaitement appropriée au nouveau mot d'ordre du mouvement : « *For the many, not the few* » (autrement dit : « *pour le plus grand nombre, non pour quelques uns* »).

On dira, pourtant, qu'il est abusif de parler de stratégie populiste concernant une aussi vieille et vénérable organisation politique que le Parti Travailleur qui a, bien évidemment, peu de points communs, sur le plan organisationnel, avec des mouvements émergents comme *Podemos* en Espagne, ou la France Insoumise en France. Seulement, la question des appareils et de leur histoire nationale, si elle peut être décisive dans les campagnes politiques, n'est pas, ici, le critère déterminant.

Ce qui caractérise une stratégie qu'on peut qualifier de « *populiste de gauche* » c'est, selon Chantal Mouffe, moins une question organisationnelle qu'une stratégie de rupture. Et en effet, si l'on s'en tient aux dénominations officielles, les partis ou les mouvements de la gauche radicale européenne tirent leur légitimité d'une conception de la politique comme représentation, par ces différents partis ou mouvements, des intérêts de groupes relativement homogènes, qui peuvent espérer des actes ou des déclarations politiques conformes à ces intérêts ou ces demandes catégorielles préexistantes.

### Des luttes transcatégorielles

Or le grand mérite de *Momentum* et du Parti Travailleur serait précisément de rompre avec cette conception catégorielle de la politique. En accordant un primat non plus à une lutte spécifique, mais à la lutte, plus générale, « *contre toutes les formes de domination et de discrimination, tant dans les rapports économiques que dans d'autres domaines comme celui des luttes féministes, antiracistes ou LGBT* », *Momentum*, mais aussi *Podemos*, la France Insoumise, etc., proposeraient en fait une toute autre conception (transversale) de la politique. C'est que, précisément, établir une « *synergie* » entre des luttes relativement hétérogènes exige, non plus de répondre à des demandes préexistantes, homogènes et catégorielles, mais de les réarticuler dans le sens d'une demande, plus générale et extensive, d'égalité et de justice sociale. Transversal veut dire transcatégoriel.

On voit, ici, que le reproche adressé aux mouvements sociaux qui traversent et secouent actuellement la société française est, en vérité, mal fondé. Lorsqu'Emmanuel Macron, son gouvernement, les représentants de La République En Marche et les médias dominants dénoncent, tout à la fois, des luttes qui seraient d'ordre catégoriel et trop hétérogènes entre elles, ils en méconnaissent le caractère transcatégoriel. Si les cheminots luttent en effet pour leur statut,

c'est non seulement pour sa préservation, mais aussi pour son extension à des salariés du public et du privé pris dans les mêmes conditions de travail (pénibilité, horaires de nuit, etc.). Et, fait inédit, ils sont désormais rejoints dans la lutte par des salariés de *La Poste*, mais aussi de *Carrefour* ou d'*Air France* et, désormais, des étudiants en lutte contre la sélection, mais qui revendiquent aussi d'autres conditions d'études (notamment pour les étudiants salariés). Autour d'une demande qui ne cesse de monter en généralité, le mouvement social actuel articule donc des luttes sectorielles jusqu'ici divisées, voire antagonistes.

Il est évidemment trop tôt pour dire si ce mouvement transversal, transcatégoriel (il faudrait ajouter les luttes autour de Notre-Dame-des-Landes et de soutien aux migrants) parviendra à vaincre les résistances institutionnelles et médiatiques que, cette même semaine, lui oppose Emmanuel Macron. Le président de la République se démultiplie en effet en s'adressant à tous les secteurs et catégories de la population : [lundi, il s'est adressé aux catholiques](#) ; mercredi, à la France rurale, à travers le 13 heures de TF1 ; dimanche, il devrait s'adresser aux classes moyennes et supérieures à travers une interview accordée à *BFM* et *Médiapart*.

### Emmanuel Macron post-politique

De fait, tout se passe comme si c'était Emmanuel Macron qui entendait, pour contrer la contestation, rassurer et satisfaire des demandes de groupes catégoriels. Tout se passe, en effet, comme si c'était Emmanuel Macron qui mettait en œuvre une stratégie « *populiste* », si l'on s'en tient, du moins au sens commun usité et péjoratif du terme, à savoir flatter les intérêts de certaines catégories de la population (après avoir satisfait, pour ne pas dire servi, les intérêts des plus favorisés).

Autrement dit : loin d'articuler politiquement des demandes, Emmanuel Macron les collecte et les additionne telles quelles, comme on le ferait de parts de marchés. C'est en ce sens que l'on peut dire, à bon droit, que la stratégie d'Emmanuel Macron est « *post-politique* ». Loin de transformer les identités collectives, de créer de nouvelles subjectivités, la stratégie d'Emmanuel Macron ratifie en effet les divisions de la société française, et les ratifie dans le sens du maintien des hiérarchies et des privilèges établis. On aurait tort, en effet, de ne voir dans le discours adressé aux évêques de France qu'une simple diversion. Le privilège accordé aux demandes du clergé est homogène à celles des plus riches : il va dans le sens de l'ordre établi.

Il est vrai sans doute que, comme Manuel Valls avant lui, Emmanuel Macron, en donnant des gages à l'Église de France sur les questions liées à la PMA, à l'avortement, à la fin de vie, etc., il se place sur le terrain dit identitaire, sociétal, pour écarter de l'agenda, sinon même étouffer la question que l'on dit trop sociale. Mais précisément, c'est d'abord cette division catégorielle qu'il faut refuser : ratifier la ligne de démarcation entre des questions dites sociales et des questions dites sociétales, c'est se priver du fait de les penser ensemble dans le sens d'une demande plus générale d'égalité, que celle-ci soit une demande économique ou une demande de droits nouveaux. Et surtout se priver de tracer une ligne de partage entre des identités collectives et des subjectivités égalitaires d'une part, et la passion de l'inégalité qui anime les dominants d'autre part.

## VI) Macron face à Bourdin et Plenel : le bulletin de notes du président

Face à deux intervieweurs plus agressifs qu'à l'accoutumée, le président s'est drapé dans sa fonction. Un match nul ?



Emmanuel Macron dimanche soir. (FRANCOIS GUILLOT /

Par [Sylvain Courage](#)

Réinventer l'interview présidentielle, disaient-ils. A l'instar des zadistes, des étudiants de la "Commune libre de Tolbiac" ou des cheminots en lutte, l'iconoclaste Jean-Jacques Bourdin et le révolté Edwy Plenel rêvaient d'un "grand soir". Questions précises, relances implacables, clarifications édifiantes... Ces deux journalistes libres, bien que réunis par la volonté de l'Élysée, entendaient confondre Emmanuel Macron qualifié, dès l'introduction du débat, d'"illusionniste surgi de l'Histoire" par un Jean-Jacques Bourdin qui avait mangé du lion et bu force lampées de boisson énergisante à la taurine. "Ou nous conduisez-vous ?", tonnait d'emblée l'intervieweur star de BFMTV. Tandis qu'Edwy Plenel, en DRH révolutionnaire, promettait un "entretien d'évaluation" au citoyen Macron. On allait voir ce qu'on allait voir. La révolution de la transparence journalistique était en marche...

### Ton professoral

Hélas, après 2h30 de débat, dans le décor majestueux du Théâtre national de Chaillot et sous l'arche scintillante de la Tour Eiffel, nos gladiateurs de l'info n'ont pas administré la preuve qu'un autre journalisme était possible. Beaucoup plus agressifs que ne l'ont jamais été leurs confrères, ils ont souvent apostrophé familièrement "Emmanuel" et provoqué l'agacement du président de la République. Sans jamais le faire dérailler. Maîtrisant ses dossiers, l'ancien inspecteur des finances adopté le ton professoral qui lui avait réussi pendant [le débat d'entre-deux tours face à Marine Le Pen](#). A lui le langage de la responsabilité, de l'ordre républicain et de la raison d'État.

Après un premier quart d'heure consacré aux [frappes en Syrie](#), qui a sans doute refroidi des centaines de milliers de téléspectateurs, l'hôte de l'Élysée a immédiatement dénoncé "la malhonnêteté intellectuelle" d'un Edwy Plenel plus idéologue qu'intervieweur. "Vous avez appelé votre mouvement 'En Marche', vous auriez mieux fait de l'appeler 'En Force'..." a cogné le directeur de *Médiapart* en dressant le tableau apocalyptique des "mécontentements coagulés" : cheminots, hôpitaux, étudiants... "« *Est-ce une question ou un plaidoyer ?* », s'est interrogé le président courroucé."

Plenel prétendait le juger. Macron lui a rendu la pareille. "Nous ne sommes pas égaux", a laissé échapper le monarque républicain. Ainsi, quand le directeur de Mediapart dénonça l'optimisation fiscale des grands patrons, le président lui fit remarquer, non sans vice, qu'il s'était lui-même affranchi des règles fiscales, faisant allusion au redressement fiscal de 4,2 millions d'euros qui a été infligé au site d'investigation en 2015, pour ne pas avoir réglé le bon taux de TVA entre 2008 et 2013. "Mesquin", a rétorqué Plenel, arguant que son site d'information se battait pour un alignement du taux de TVA sur celui de la presse papier.

Mais progressivement, l'intervieweur de gauche, qui ne parvenait pas toujours à formuler complètement ses questions, a cédé du terrain, laissant le temps de parole à Jean-Jacques Bourdin plus à l'aise sur les questions économiques.

"Vous n'êtes pas le professeur et nous ne sommes pas les élèves", a lancé Plenel, paraphrasant Mitterrand lors de son débat face à VGE en 1981. Réponse de Macron :

"Ni vous ni moi ne sommes des juges autour de cette table. Vous êtes des intervieweurs, je suis le président de la République, et nous sommes dans un débat démocratique. »"

### Plenel marginalisé

Fidèle à sa méthode, Jean-Jacques Bourdin, qui potasse ses dossiers, a bombardé le président de chiffres et d'exemples. Une stratégie efficace pour impressionner un député débutant ou un ministre stressé mais non-concluante face à Emmanuel Macron, maître de la science technocratique. En 2h30, pas la moindre bourde à exploiter pour Bourdin ! Guettant les contradictions de son interlocuteur, le regard fixe, l'intervieweur choc n'a pas trouvé de prise pour pratiquer son judo habituel.

"Je vous remercie de me donner des instructions sur ce que je devrais faire. Je suis très sensible à cela", a ironisé Macron"

Dans un triumvirat, deux protagonistes se liguent contre un troisième. C'est le jeu qui s'est progressivement mis en place. Privilégiant le questionnement de Bourdin, agressif sur la forme mais classique sur le fond, Emmanuel Macron est parvenu à marginaliser Edwy Plenel. A plusieurs reprises, le journaliste de BFMTV a contré son coéquipier de Mediapart. Tandis que Plenel s'offusquait des évacuations sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, Bourdin s'impatientait : "L'évacuation n'est toujours pas terminée..."

Même quiproquo au sujet des [facultés occupées](#) qui semblaient bénéficier de la sympathie de l'ancien trotskyste. "Est-ce que les forces de l'ordre vont intervenir à Tolbiac ?", s'est impatienté Bourdin. Les deux intervieweurs se neutralisant, le président a eu beau jeu de dénoncer les "professionnels du désordre", tout en soulignant l'autonomie des présidents d'universités seuls habilités à demander l'évacuation des amphithéâtres. A Bourdin, "l'islam qui fait peur aux Français", à Plenel "le droit d'asile"... Cette répartition des rôles a permis à Emmanuel Macron d'apparaître comme l'artisan de la synthèse.

Reste que le président qui souhaitait redonner du sens à sa politique n'en a guère eu le loisir. En vertu du mandat que lui ont confié les Français, il y a un an, il entend poursuivre ses réformes de fond sans dévier d'un iota. A ses yeux, les mécontentements qui s'expriment ne constituent

que des symptômes :

"Il y a une colère dans le pays liée au fait que nous n'avons pas réglé les problèmes. Il y a des injustices profondes en matière d'éducation, de travail..."

Macron n'a semblé vaciller qu'une seule fois. "N'êtes-vous pas dans une illusion puérile de toute puissance ?", lui a asséné le journaliste de BFMTV citant [Paul Ricoeur](#), le philosophe fétiche de Macron, qui dénonça les dangers de la "dépolitisation" et du gouvernement des "oligarchies".

Soufflé, le président a choisi, pour une fois, de se montrer modeste. "Je crois à l'autorité en vertu du mandat que m'ont donné les Français. Il y a quelque chose entre l'oligarchie et la faiblesse de l'indécision. Il faut être à la hauteur de cet engagement. J'y réponds. L'exercice que nous avons ce soir est inédit."

A l'instigation d'Edwy Plenel, ce président qui prétend se mettre à la portée des journalistes a même accepté de renouveler l'expérience dans un an pour un "deuxième entretien d'évaluation" qui lui permettra de répondre longuement à des questions complexes. "Chiche !", a dit Bourdin. "Banco", a lancé Plenel. Le début d'une connivence ?

### Les notes d'Emmanuel Macron

**Comportement : 6/10.** Agacé par l'agressivité des journalistes, le président s'est parfois montré suffisant. Mais il a défendu sa fonction et n'a pas dérapé. Il ne s'est pas dérobé, même pour répondre à l'accusation de déloyauté formulée, ces jours-ci, par François Hollande...

**Rhétorique : 6/10.** Le caractère brouillon du débat a souvent nuit à la clarté des explications. Mais la dialectique pugnace du chef de l'Etat a permis de contenir Plenel et Bourdin. Le président s'est radouci en fin d'émission. Mais il était bien tard...

**Compétences : 4/10.** Le sens de sa politique semble se diluer à mesure que s'expriment des mécontentements catégoriels. Moins sûr de lui qu'il ne le laisse paraître, Emmanuel Macron cherche déjà un second souffle.



[Sylvain Courage](#) Journaliste



### MAIS AUSSI :

**Syrie, SNCF, fiscalité, ZAD, universités... Emmanuel Macron face à son bilan**

Par [Amélie Poinssot](#), [Manuel Jardinaud](#), [Pauline Graulle](#), [Romaric Godin](#), [Mathilde Mathieu](#), [martine orange](#), [Faïza Zerouala](#), [Jade Lindgaard](#) et [Matthieu Suc](#)

**Le président de la République a été interrogé par Edwy Plenel et Jean-Jacques Bourdin durant plus de 2 h 30. Emmanuel Macron a justifié l'intervention en Syrie, concédé des pistes pour calmer les grévistes de la SNCF, évoqué le financement de la prise en charge des personnes âgées et, surtout, essayé de montrer la cohérence de son projet politique. Avec difficulté.**

BFM TV et RMC, pour leur promotion de la soirée, l'ont intitulée d'un « L'Interview » définitif. Mediapart a préféré l'appeler l'entretien « Chiche Banco », référence au dialogue entre Edwy Plenel et Emmanuel Macron dans les locaux du journal, à deux jours du second tour de la présidentielle. Ce 5 mai 2017, le candidat répondait positivement, [après 2 h 30 d'échanges](#), à l'invitation à revenir faire le bilan d'un an de pouvoir en cas d'élection. Ce dimanche 15 avril 2018, les deux noms de code se sont traduits par plus de deux heures de questions-réponses entre Jean-Jacques Bourdin et Edwy Plenel d'un côté, et le président de la République de l'autre.



[Après son interview sur TF1](#) par Jean-Pierre Pernaut le jeudi 12 avril, au cours de laquelle il a notamment remercié les retraités pénalisés par [la hausse de la CSG](#) tout en montrant une détermination sans faille sur la suite des réformes à mener, Emmanuel Macron entamait la seconde phase d'une sorte d'opération de reconquête de l'opinion face à deux journalistes.

[Frappe aérienne en Syrie](#), lutte contre le terrorisme, [politique économique et sociale](#), immigration, laïcité, [écologie](#), [exercice du pouvoir](#)... Le président s'est attelé une nouvelle fois à son fameux exercice de pédagogie, ce concept fourre-tout et si simple pour exprimer que les citoyens ne comprennent pas le bien-fondé d'une politique.

Dans le fond, peu d'annonces et un exercice présidentiel, même s'il a été bousculé par des questions plus coriaces et politiques qu'habituellement, finalement assez attendu. Emmanuel Macron, parfois accroché, a fait de son mieux pour tenir le fil ténu qu'il considère être une cohérence de sa politique.

Sur la SNCF bien sûr, même s'il a ouvert le dialogue à une reprise de la dette par l'État, sur l'éducation en défendant bec et ongles son ministre de l'éducation, sur la santé avec un discours vague promettant la restauration d'un système aujourd'hui à la dérive.

Sur la forme néanmoins, Emmanuel Macron s'est montré plus violent, et moins charmeur que d'habitude. Le président s'est donc livré, à plusieurs reprises, à une stratégie de l'attaque personnelle. À chaque fois qu'il s'est retrouvé en difficulté, voire acculé, il a attaqué *ad hominem* ses intervieweurs.

Quand Edwy Plenel l'interroge sur sa pratique verticale du pouvoir, « en force » et non « en

son administration quand le ou la ministre n'a pas le courage de virer toutes les têtes qui dépassent ! »

Au sein de l'administration de la rue de Valois, c'est un autre son de cloche. « *Le début du quinquennat de François Hollande avait été marqué par une période d'attente. Là, on a simplement l'impression d'être en face de gens beaucoup plus intelligents que nous, qui ont déjà réfléchi à tout* », affirme un cadre de l'administration. « *La valeur des administrations, c'est qu'elles sont pérennes, elles ont la mémoire des dossiers* », indique une conseillère ministérielle. L'autre avantage de cette continuité, c'est que ces mêmes administrations ont aussi la mémoire du fonctionnement de la machine de l'État. Ce qui permet à plusieurs hauts fonctionnaires interrogés par Mediapart de témoigner du fait qu'aujourd'hui, « *les choses se décident beaucoup plus qu'avant à l'Élysée* ».

« *Macron veut tout savoir et tout décider, il entre dans le détail de sujets très techniques, mais personne n'est omniscient !* », affirme un sous-directeur, qui regrette plus largement la victoire idéologique et politique de ce qu'il appelle « *la caste de la caste* », à savoir l'Inspection générale des finances et le Trésor. Pour lui, le discours prononcé par le président de la République devant la Cour des comptes, [le 23 janvier](#), résume à lui seul la situation : « *Il a une approche de l'État extrêmement financière, dit-il. Il suit la logique d'une idéologie à l'œuvre depuis plusieurs années : on parle de réduction de la dépense publique, mais plus de production des richesses. C'est le chef comptable qui a pris le pouvoir.* »

Un autre connaisseur des arcanes de la haute fonction publique fait le même constat. « *Emmanuel Macron met en place un pré-pensé de la pensée unique déjà à l'œuvre sous Sarkozy, analyse-t-il. C'est la continuité de ce qui se passe depuis la fin des années 1980. Tout le reste, c'est de l'hyper-marketing. Il faut que tout change pour que rien ne change...* » Il en veut pour preuve le peu de mouvements opérés à Bercy, où la Direction générale des finances publiques (DGFIP), celle du Trésor, et celle du Budget, où officie une camarade de la « promo Senghor » du président, Amélie Verdier, n'ont pas bougé. Rien de plus normal, ajoute-t-il, puisque leurs élites partagent la même matrice idéologique que le chef de l'État.

Cette matrice, poursuit le même homme, est celle de la commission Attali et des dîners du Siècle, où « *les importants* » se côtoient depuis plusieurs années. « *C'est leur monde idéologique, c'est là que s'est créée la pensée unique, assure-t-il. Et c'est parce qu'ils y participent aussi que le Parti socialiste et Les Républicains sont durablement atteints.* » C'est là qu'Emmanuel Macron a construit ses réseaux les plus solides, lesquels n'ont cessé de le nourrir pendant la campagne présidentielle. D'ailleurs, aucun de ceux qui y ont participé, côté politique, ne cache le rôle actif de bon nombre de hauts fonctionnaires dans l'élaboration du projet présidentiel, qui n'ont, en toute logique, rien à redire sur son application. Seules les étiquettes des « *clivages politiques* » ont été dépassées. Le fond, lui, est resté le même.

Ce qui explique en partie pourquoi le « *spoils system* » annoncé n'a finalement jamais eu lieu. Ce qui explique, aussi, que plusieurs des ministres présentés comme issus de la « société civile » aient auparavant exercé de très hautes responsabilités administratives. Ce qui explique, encore, l'omniprésence d'énarques et de membres de grands corps de l'administration au sein des cabinets, où la moitié des directeurs ou directrices

chimiques dans la Ghouta orientale. « *Trois membres du conseil de sécurité de l'ONU* », a souligné le chef d'État français.

Certes, Emmanuel Macron l'assure : « *Ce n'est pas un acte de guerre.* » Il n'emploie pas le langage martial que l'on avait pu entendre dans la bouche d'un François Hollande lorsque ce dernier avait décidé d'intensifier les frappes françaises, au lendemain des attentats de novembre 2015. Et il se défend d'une doctrine néoconservatrice. « *Notre priorité est de construire la paix dans la durée* », assure-t-il. Mais concrètement, il a du mal à convaincre sur l'après de cette nuit de frappes en Syrie. Aucun scénario crédible pour l'avenir et la reconstruction du pays ne ressort de son propos qui finit par s'embrouiller sur la complexité du dossier syrien.

Ainsi Emmanuel Macron fustige la Russie (acteur de la guerre au côté du régime Assad depuis octobre 2015) pour avoir « *construit méthodiquement l'incapacité de la communauté internationale* », mais propose quelques minutes plus tard un processus de paix qui se ferait avec cette même Russie, la Turquie et l'Arabie saoudite. Il assure que la France est en mesure de mener ces négociations afin de dépasser Astana – le processus engagé depuis 2016 sous l'égide de la Russie, avec principalement ses alliés. « *La France a un rôle à jouer dans cette communauté internationale, assure le chef de l'État. Il faut parler avec tout le monde. Je continuerai à mener ce travail.* » Ce processus de paix inclut-il le départ d'Assad ? Emmanuel Macron ne répond pas à la question.

L'interview aura au moins le mérite de confirmer les priorités du président : « *La démarche de la France, c'est prioritairement la lutte contre Daech* », explique-t-il, faisant fi de la chronologie du conflit syrien et du rôle incommensurablement plus meurtrier de la dictature d'Assad depuis l'écrasement de la révolution syrienne, en 2011.

En revanche, on ne connaît toujours pas sa position vis-à-vis des Kurdes de Syrie. Car s'il s'agit de lutter d'abord contre Daech, pourquoi la France ne soutient-elle pas les milices armées kurdes qui sont engagées dans ce combat, et n'a-t-elle pas levé le petit doigt lorsque la province kurde d'Afrin s'est fait écraser cet hiver par l'armée turque ? Le sujet est resté dans un angle mort.

#### • **Terrorisme**

Sur le front de la lutte antiterroriste, abordée dans la séquence consacrée à la Syrie, Emmanuel Macron s'est borné à redire le droit en réponse à des questions de Jean-Jacques Bourdin reprenant les propositions des Républicains.

L'expulsion des étrangers figurant dans le fichier des signalements pour la prévention et la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT) ? Le président de la République évoque « *un fichier de soupçons* » qui « *sert à surveiller les gens* » et rappelle que des procédures d'expulsion sont enclenchées « *dès lors qu'un élément matériel est établi* ».

Il convient de préciser que, sur les onze attentats aboutis depuis fin 2014, impliquant au total vingt et un terroristes, douze d'entre eux étaient des citoyens français. Quant aux autres, seul Ahmed Hanachi – le clandestin qui a tué à coups de couteau deux jeunes filles sur le parvis de la gare Saint-Charles à Marseille en octobre 2017 – et les deux kamikazes du Stade de France, porteurs de vrais faux passeports syriens, étaient en situation irrégulière lorsqu'ils sont passés à l'acte...

La rétention provisoire des fichés S dangereux ? Emmanuel Macron a énoncé cette évidence : « *des actions judiciaires* » sont menées contre « *les plus dangereux* ». Le président avait un boulevard. Les propositions reformulées en questions avaient été exhumées par Laurent Wauquiez et ses lieutenants au lendemain des attentats de Trèbes, le mois dernier. Et déjà à l'époque, elles avaient été battues en brèche.

[Comme Mediapart l'avait alors rappelé](#), les hommes et les femmes qui travaillent dans les services ne voulaient pas entendre parler de détention pour les 10 000 fichés S en raison de leurs liens présumés avec la mouvance islamiste. Et Frédéric Péchenard, ex-directeur général de la police nationale et vice-président LR de la région Île-de-France, [a expliqué sur Europe 1](#) qu'une telle mesure n'avait « *pas beaucoup de sens* », lui préférant d'autres mesures « *peut-être moins spectaculaires mais plus efficaces* ».

#### • **Évasion fiscale et fiscalité**

Dans le domaine de la fraude fiscale, Emmanuel Macron a tenté de défendre son projet de loi et s'est dit « *intraitable* » sur la lutte contre les fraudeurs. Sur la question de l'optimisation fiscale, il s'est montré beaucoup moins déterminé. Reconnaissant qu'il existe des pays de l'Union européenne, notamment les Pays-Bas, qui jouent un jeu fiscal non coopératif, il renvoie à l'idée d'une convergence fiscale européenne fort peu probable tant que durera la règle de l'unanimité dans ce domaine au Conseil européen.

Mais pour Emmanuel Macron, il faut savoir peser et choisir ses mots. On ne saurait parler de fraude ou d'évasion fiscale, le bon terme c'est optimisation fiscale. Un processus tout à fait légal qui permet aux entreprises de jongler entre les différents systèmes fiscaux, entre les différents dispositifs réglementaires. De même, le Luxembourg, l'Irlande, les Pays-Bas ou Malte ne peuvent être qualifiés, selon le président de la République, de paradis fiscaux. Ce sont juste des pays qui ont des systèmes fiscaux différents du reste des autres.

L'implicite de ce choix du président de la République, c'est que la « *convergence fiscale* » dans l'UE ne peut se faire que dans un sens : celui de l'alignement sur le moins disant. Ce que le gouvernement fait précisément en réduisant les taxes sur les entreprises et l'impôt sur les sociétés. Quant au « *verrou de Bercy* », Emmanuel Macron s'est dit favorable à un encadrement par la loi des conditions de transmission des dossiers à la justice, ce que Gérald Darmanin, le ministre de l'action et des comptes publics, avait déjà évoqué. Mais cela ne dit rien – et Emmanuel Macron n'en a rien dit – de ces conditions précises, ni de la création du « *plaider-coupable* » qui éloigne les grands fraudeurs fiscaux de la justice.

Sur la fiscalité précisément, le président de la République a défendu ses choix d'exonération du capital et de ses revenus. Comme à son habitude, il a « *assumé* » la transformation de l'impôt de solidarité sur les fortunes (ISF) en impôt sur la fortune immobilière et la mise en place d'une *flat tax* de 30 % sur les revenus du capital. Précisant qu'il « *ne croyait pas dans la théorie du ruissellement* », il a cependant indiqué qu'il voulait supprimer les dispositifs qui « *empêchent les gens de réussir. Cela permet de garder les talents, d'en attirer d'autres* », a-t-il indiqué.

Concrètement, c'est donc bien une version non assumée de la théorie du ruissellement qui est défendue : selon le président de la République, la baisse des impôts sur les plus fortunés permet de développer le capital productif et donc l'activité. « *J'assume les gestes fiscaux lorsqu'il y a réinvestissement dans l'économie* », a-t-il dit.

Mais rien n'assure que ce lien soit automatique, ni même qu'il ait lieu. Et le gouvernement n'a pris aucune mesure spécifique sur ce point. Le président de la République est demeuré très vague à ce sujet, parlant de « *règles* » sans préciser lesquelles et lâchant que « *parfois, les gens spéculent dans l'économie* ». Un constat sans lendemain. Du reste, l'hôte de l'Élysée a aussi défendu le CICE, mais n'a pas réellement discuté son bilan pourtant jugé contestable.

Concernant la hausse de la CSG et son impact sur les retraités, Emmanuel Macron s'est retranché derrière la « *solidarité intergénérationnelle* » et le fait que cet « *effort* » qu'il avait annoncé (« *Je n'ai pris personne en traître* ») permet de faire en sorte que « *le travail paiera mieux* » par la suppression des cotisations salariales maladie et chômage. Le chef de l'exécutif a passé sous silence le fait que les fonctionnaires, contrairement à sa promesse, ne bénéficieront pas de cette mesure de soutien au pouvoir d'achat.

Il a également évacué le fait que le pouvoir d'achat était sous la pression de la hausse de la fiscalité indirecte. Concernant les retraités, il a précisé qu'une partie d'entre eux verrait la hausse de la CSG compensée par la suppression progressive de la taxe d'habitation en trois ans, ignorant là aussi l'effet progressif de la mesure face à l'effet immédiat de la hausse de la CSG. Sur ce point, d'ailleurs, le président de la République a dit envisager une refonte de la fiscalité locale, notamment la taxe foncière, promettant cependant qu'il n'y aurait « *aucune hausse de la charge fiscale* ».

## **Le président annonce une reprise de la dette de la SNCF par l'État**

- **SNCF**

Plus cela va, plus l'exécutif est obligé d'entrer dans les vrais sujets sur la réforme de la SNCF. Le projet de loi, qui ne devait être qu'une formalité, la réforme du statut des cheminots et l'ouverture à la concurrence étant censées apporter réponses à tout, est en train de virer au casse-tête.

Ainsi, désormais, il n'est plus possible pour l'exécutif d'évacuer la question de la dette, ces 46,6 milliards d'euros qui pèsent sur l'entreprise publique. Poussé sur le sujet, le président de la République a été obligé de reconnaître que l'État devrait reprendre une partie de la dette « *à partir de 2020* ». Jusqu'alors, le gouvernement a toujours enterré le sujet, faisant miroiter une possible reprise, en contrepartie des réformes mises en œuvre par la SNCF et du renoncement à leur statut par les cheminots.

Dans les faits, ce qui paraît être un geste d'ouverture en réponse au mouvement social est imposé par des questions juridiques. Croulant sous la surcharge financière qui se traduit par 1,5 milliard de frais financiers par an, l'entreprise publique affiche à son bilan des capitaux négatifs de 11,9 milliards d'euros. Or, aucune société anonyme ne peut débiter avec des capitaux négatifs. L'État a obligation de reconstituer les capitaux de l'entreprise avant sa transformation juridique. Une recapitalisation s'impose donc, de l'ordre d'au moins 13 à 15 milliards, sans parler d'une reprise d'une partie de la dette.

La somme de 35 milliards d'euros est évoquée. De quoi faire exploser tous les ratios et dépasser à nouveau les critères de Maastricht. Autant dire que le gouvernement se retrouve devant une impasse financière qu'il n'a cessé de nier depuis le début. Mais comme on l'a compris, les dirigeants de la SNCF ne sont responsables en rien de cette situation.

De même, alors que le gouvernement avait soigneusement tu le sujet jusqu'à présent, Emmanuel Macron a bien dû reconnaître que les régimes spéciaux des cheminots seraient eux aussi sacrifiés lors de la réforme des régimes de retraites, prévue fin 2018-début 2019. Tous les syndicats avaient anticipé cette fin annoncée, reprochant au gouvernement de jouer à cache-cache avec eux. « *Abolir le statut, mettre fin au régime des retraites, c'est l'assurance de créer une nouvelle dette de plusieurs dizaines de milliards d'euros, puisque le financement ne sera plus assuré* », prédit Thomas Cavel, porte-parole de la CFDT cheminots. L'annonce faite par Emmanuel Macron, si elle apporte une certaine clarté, risque de raviver les inquiétudes des salariés.

Signe que l'exécutif navigue à vue sur ce projet de loi, Emmanuel Macron a proposé un nouveau changement au texte dans son entretien. Alors que l'Assemblée nationale doit normalement adopter le texte du projet de loi mardi, après en avoir discuté les différents articles en moins de quatre jours, le président de la République, afin de récuser tout projet de privatisation de la SNCF, a annoncé que la transformation juridique d'entreprise publique industrielle et commerciale (EPIC) en société anonyme (SA) à capitaux publics serait accompagnée d'une précision : les actions seraient « *incessibles* ».

Or, c'est précisément l'amendement qu'avait déposé la Nouvelle gauche (ex-PS) afin de protéger la SNCF, en l'alignant sur le statut de La Poste. Cet amendement avait été repoussé par la majorité LREM lors de la discussion la semaine dernière. Ce qui était inadmissible la semaine dernière devient donc acceptable désormais.

- **Santé et Ehpad**

Concernant la santé, le président de la République a défendu l'abandon progressif de la tarification à l'acte et a promis une « *réduction de la bureaucratie* », une attention donnée à la prévention et une volonté, là encore vague, de « *réinvestir* ». Des annonces plus précises devraient intervenir en mai. Emmanuel Macron a également annoncé des mesures pour les services d'urgence les plus en difficulté pour l'an prochain.

La principale annonce concerne les deux pistes de réflexion sur la dépendance : soit une deuxième « *journée de solidarité* », soit la création d'un « *cinquième risque* », un vieux serpent de mer de la protection sociale dont il faudra observer le développement alors que la crise des Ehpad est déjà très sensible.

Enfin, sur les retraites, le président de la République a confirmé la réforme à venir avec un mode de calcul plus transparent du lien entre cotisation et pension, mais aussi la suppression de tous les régimes spéciaux, y compris celui de la SNCF. Ce nouveau régime, dit par points, devrait cependant passer par de futurs ajustements au détriment des pensions. C'est précisément pour cela qu'Emmanuel Macron y voit une nouvelle « *solidarité intergénérationnelle* ».

- **Éducation**

Sur le dossier brûlant de la réforme de l'accès à

l'université, qui suscite une forte colère, Emmanuel Macron a botté en touche, comme il l'a fait lors de sa précédente interview le 12 avril sur TF1. Refusant de juger légitime la contestation, il s'est cantonné à la question des évacuations des sites occupés. Il a renvoyé la responsabilité des évacuations policières aux présidents d'université. Assurant ces derniers de son soutien, il a continué à affirmer que les étudiants mobilisés ne le sont souvent pas et que ces blocus sont le fait d'individus extérieurs mus par l'envie de semer le chaos, sans motivation réelle.

Il a expliqué que « *dans toutes les universités où il y a des amphithéâtres paralysés et des violences inadmissibles, les étudiants sont souvent minoritaires. Ce sont des groupes et "des professionnels du désordre", pour citer Audiard. Des groupes la plupart du temps violents qui mènent un projet politique dont la finalité est le désordre.* »

Le chef de l'État, interrogé sur le site de Tolbiac, bloqué totalement depuis le 26 mars, et qui dépend de l'université Paris-1, a expliqué que sa « *particularité topographique* » complique une intervention policière que le président Georges Haddad appelle de ses vœux. La préfecture de police n'a pas accédé à sa demande.

« *C'est une tour. C'est presque plus dangereux [d'intervenir] que de ne pas intervenir.* » Pour autant, Emmanuel Macron affirme une certaine fermeté et ne voit pas d'inconvénient à ce que les forces de l'ordre délogent les étudiants opposés à sa réforme d'accès à l'université. « *Quand un président dit que son université est bloquée et que le blocage n'est pas majoritairement fait par des étudiants, j'assume totalement qu'il demande le recours aux forces de l'ordre* », a-t-il ajouté.

Le chef de l'État a été interrogé sur la prise de position de Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'éducation nationale, à propos des mères voilées accompagnatrices lors de sorties scolaires. Ce dernier avait affirmé son opposition à ce qu'elles puissent encadrer des sorties. Emmanuel Macron a exprimé un point de vue contraire. « *Il existe une jurisprudence du Conseil d'État. Nous devons être intelligents : si elles sont en collaboratrices du service public, elles ne peuvent pas porter le voile. Si elles sont en accompagnement en tant que citoyennes, la société leur permet de porter le voile.* »

Sans désavouer totalement Jean-Michel Blanquer, Emmanuel Macron a pris ses distances avec lui sur ce point, rappelant qu'il s'agit de la « *conviction personnelle* » du locataire de la rue de Grenelle.

- **Notre-Dame-des-Landes**

Sur le sujet de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, Emmanuel Macron s'est montré d'une fermeté aussi martiale que déconnectée de ce qui s'était passé le jour même sur le site. Plusieurs milliers de personnes se sont retrouvées pour construire une halle de marché et de réunion. Le chef de l'État a d'abord tenu à dissocier le mouvement d'occupation de la ZAD du reste de l'actuel mouvement social : cela « *n'a rien à voir avec les cheminots* », cette mobilisation-là – celle de Notre-Dame-des-Landes – « *n'est pas légitime* » car on y trouve « *des gens qui n'aiment plus l'ordre républicain* ».

Dans un second temps, plus d'une heure plus tard, il a annoncé une prochaine évacuation de la ZAD, à l'issue du nouveau délai accordé par la préfecture de Loire-Atlantique. Vendredi, la représentante de l'État, Nicole Klein, a donné

jusqu'au 23 avril aux habitant·e·s de la ZAD pour déposer un formulaire individuel de régularisation de leurs projets agricoles. C'est justement ce qu'ils refusent en masse, souhaitant au contraire maintenir un cadre collectif afin de protéger leurs réseaux de solidarité et une vision commune de pratiques diversifiées sur les 1 650 hectares de la ZAD.

Pour Emmanuel Macron : le projet d'aéroport ayant été abandonné, « *il n'y a plus de raison d'être là* », ni de participer à ce qu'il ne voit que comme une « *occupation illégale de l'espace public* ». Sans parole de reconnaissance pour les centaines de personnes qui ont sauvé le bocage du goudronnage en y vivant envers et contre tout·te·s depuis dix ans, il n'a cessé de marteler l'impératif de l'ordre public. « *À l'issue de ce délai [du 23 avril – ndlr] tout ce qui doit être évacué, le sera.* » Au passage, il a fait preuve de mauvaise foi concernant les Cent Noms, cette ferme collective expulsée et détruite par les gendarmes le 9 avril : « *Cela fait dix ans qu'ils sont là* », « *ils n'ont jamais voulu développer de projet* ». Pourtant, s'y trouvaient une bergerie, des serres, un projet de troupeau école et d'éco-pâturage... Ses huit habitant·e·s n'avaient certes pas déclaré de projets individuels mais par fidélité au fonctionnement collectif de la ZAD et à ses idéaux de mutualisation.

Plutôt que de se montrer à l'écoute de la créativité effervescente de la ZAD et de ses inventions en faveur de la transition écologique (agriculture biologique, défense de la ruralité, de l'agroforesterie, apprentissage de la vie avec la nature...), il a caricaturé celles et ceux qui y vivent : « *C'est un projet de désordre pour certains.* » Et s'est moqué : « *Je viens avec un projet qualitatif et je m'installe dans votre salon.* » Les « *zadistes* » n'occupent le salon de personne mais des parcelles agricoles appartenant à l'État et qui étaient destinées à être détruites pour y construire un aéroport.

Le chef de l'État leur a aussi reproché de ne pas vouloir respecter les règles sanitaires, ce qui est faux puisque des vétérinaires passent soigner les troupeaux de la ZAD, que la plupart de ses animaux d'élevage sont déclarés, et que certain·e·s paysan·ne·s sont même adhérent·e·s à la mutuelle agricole, la MSA. À l'entendre, le seul modèle acceptable pour les habitant·e·s de la ZAD est celui défendu par le conseil départemental et la chambre d'agriculture – ce qui n'est pas la position de la préfète du 44, selon qui, il y a de la place pour tout le monde. « *Je crois en l'ordre républicain, l'ordre sera fait* », a-t-il conclu. L'innovation agricole attendra.

- **Migrants**

Questionné sur le projet de loi « asile et immigration », qui fait l'objet d'une contestation inédite de députés de la majorité, le chef de l'État a affiché son soutien total à Gérard Collomb, qui doit défendre sa réforme à l'Assemblée nationale à partir de lundi 16 avril. Alors que celle-ci vise à faciliter les expulsions de « sans-papiers » et à raccourcir le délai de traitement des demandes d'asile, Edwy Plenel a rappelé que la plupart des associations de soutien aux étrangers réclamaient son retrait, et que le Défenseur des droits, Jacques Toubon, ancien ministre de la justice de droite, le critiquait aussi.

Si les procédures seront « *plus rapides* », c'est « *pour eux* », les réfugiés, a répliqué Emmanuel Macron. C'est pour éloigner plus vite du territoire les « *migrants économiques* » aussi, qui déposent une requête puis vivent « *dans la précarité* »

pendant des mois, dans l'attente, sans avoir de chance réelle d'obtenir une réponse positive. « *On concentre ceux qui arrivent dans les mêmes endroits et on crée des inégalités au carré* », a insisté Emmanuel Macron. Titillé par Jean-Jacques Bourdin sur le terme « *submersion* » utilisé par Gérard Collomb pour désigner l'afflux d'exilés dans certaines régions de France, le chef de l'État a balayé. « *N'est-ce pas un mot malheureux ?* », a insisté le journaliste. « *Non.* » Droit dans ses nouvelles bottes, Emmanuel Macron a même plaidé pour que les députés n'aillent pas interdire l'enfermement d'enfants dans les centres de rétention.

Tout juste a-t-il soutenu la volonté du groupe LREM d'assouplir un peu le « *délit de solidarité* » (aide irrégulière au séjour et au transport de « sans-papiers »), sans doute par amendement du gouvernement. « *Je souhaite qu'il soit adapté, pas supprimé* », a tranché le président. « *Parfois, avec des bons sentiments, on commet des crimes [...]. Il y a des gens qui aident consciemment ou inconsciemment des passeurs.* » Bref, les députés LREM critiques n'ont plus rien à attendre de lui : ces « *désaccords* », il « *les assume* ».



**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**